

Rwanda : Kagame favori à l'élection présidentielle sur fond de terreur

@rib News, 08/08/2010 â€“ Source Associated Press Quelque 5,2 millions d'Ã©lecteurs inscrits sont appelÃ©s aux urnes lundi pour la seconde Ã©lection prÃ©sidentielle au Rwanda depuis la fin du gÃ©nocide de 1994. Le prÃ©sident sortant Paul Kagame, Ã©lu Ã une Ã©crasante majoritÃ© lors du prÃ©cÃ©dent scrutin en 2003, est donnÃ© trÃ¨s largement favori, d'autant que les principaux opposants ont Ã©tÃ© Ã©cartÃ©s du scrutin dans un climat alourdi par les violences politiques. Les bureaux de vote ouvrent Ã 6h locales (4h GMT) et ferment Ã 15h (13h GMT). Paul Kagame, prÃ©sident du Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir depuis 1994, brigue un second mandat de sept ans. Il affronte trois candidats issus de petits partis qui l'ont soutenu par le passÃ© et ne constituent guÃ¨re pour lui un sujet de prÃ©occupation. Le chef de l'Etat sortant a fait valoir durant la campagne Ã©lectorale son bilan en matiÃ¨re de dÃ©veloppement Ã©conomique et social du Rwanda, petit pays d'Afrique centrale de quelque 10 millions d'habitants. Le FPR n'a pas lÃ©sinÃ© sur les moyens, expliquant avoir dÃ©pensÃ© l'Ã©quivalent de 2,2 millions d'euros pour la campagne, organisant de nombreuses rÃ©unions publiques en prÃ©sence de grandes foules. "Quand Kagame est venu, il y a eu Ã©normÃ©ment de monde", explique Ernest Sugira, un de ses partisans qui a assistÃ© Ã un rassemblement d'une des petites formations en lice, le Parti libÃ©ral. "Aujourd'hui, ces gens portent les couleurs d'autres partis, mais ils finiront tous par voter pour Kagame", prÃ©dit ce militant de 19 ans. La campagne a Ã©tÃ© marquÃ©e par des violences et intimidations. Certains candidats de l'opposition n'ont pas Ã©tÃ© autorisÃ©s Ã se prÃ©senter et la commission de l'information nommÃ©e par le gouvernement a censurÃ© la publication d'articles. En fÃ©vrier, l'organisation amÃ©ricaine de dÃ©fense des droits de l'Homme Human Rights Watch s'Ã©tait dite inquiÃ©te du "nombre croissant de menaces, d'agressions et d'actes de harcÃ©lement" contre "les membres des partis de l'opposition". Le 14 juillet dernier, Frank Habineza, prÃ©sident du Parti dÃ©mocratique vert (PDVR), non inscrit Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle, a reÃ§u le coup de tÃ©lÃ©phone qu'il redoutait : le vice-prÃ©sident de la formation, AndrÃ© Kagwa Rwisereka, portÃ© disparu depuis la veille, a Ã©tÃ© retrouvÃ© mort. Selon M. Habineza, les assassins ont torturÃ© l'opposant avant de le tuer, en le dÃ©capitant quasiment. Frank Habineza explique ne pas croire la version policiÃ¨re des faits, un meurtre rÃ©sultant d'un diffÃ©rend financier. "C'est une pÃ©riode trÃ¨s effrayante. Avant, on parlait de la dÃ©mocratie. Maintenant, ce sont nos vies qui sont en jeu", souligne-t-il. Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies Ban Ki-moon a demandÃ© une enquÃªte pour faire la lumiÃ¨re sur ce meurtre, le dernier en date contre des opposants au rÃ©gime. Le 19 juin, l'ancien chef de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Faustin Kayumba Nyamwasa, a Ã©tÃ© blessÃ© par balles devant sa maison Ã Johannesburg, plus de trois mois aprÃ¨s avoir fui le Rwanda, suite Ã sa mise en cause dans des attentats meurtriers Ã la grenade dans la capitale Kigali. Cinq jours aprÃ¨s, le journaliste Jean-LÃ©onard Rugambage tombait sous les balles devant sa maison de Kigali, quelques heures aprÃ¨s avoir mis en ligne un article accusant les services de renseignement rwandais d'Ãªtre impliquÃ©s dans l'attentat contre le gÃ©nÃ©ral Nyamwasa. Le gouvernement rwandais a rÃ©futÃ© tout lien avec ces violences, soulignant que deux hommes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s pour le meurtre du journaliste. Ils ont affirmÃ© avoir agi par vengeance personnelle. Depuis 1994 et la fin du gÃ©nocide, les "progrÃ¨s matÃ©riels au Rwanda sont visibles, c'est indÃ©niable", note Muzong Kodi, de l'institut Chatham House, un groupe de rÃ©flexion indÃ©pendant sur les affaires internationales. "Mais ces progrÃ¨s ont Ã©tÃ© acquis au prix des libertÃ©s civiles et de la stabilitÃ© Ã long terme du pays. Sans ouverture politique au Rwanda, tous ces bÃ©nÃ©fices pourraient Ãªtre remis en cause", estime-t-il.